



EMMANUEL DUNAND/AFP/GETTY IMAGES

L'UE impose publiquement sa volonté à la Hongrie

Les pays les plus puissants de l'Union européenne commencent à ignorer les dissensions.

- Daniel Di Santo
- [04/06/2019](#)

Le 29 avril lors du Conseil de sécurité des Nations-Unies à New York, l'Union européenne a carrément ignoré le veto de la Hongrie contre une déclaration sur la politique étrangère. C'est la première fois que la décision d'un membre de l'UE a été complètement ignorée lors d'un vote, et bien qu'il s'agisse d'un événement relativement mineur, il constitue un dangereux précédent.

Quand l'UE vote sur une décision de politique étrangère, il doit y avoir consensus : tous les 28 états membres doivent s'entendre ou s'abstenir, et toute nation peut opposer son veto à une décision.

Dans la situation présente, l'UE votait sur une déclaration au sujet d'Israël et sur la solution à deux États. Vers la fin du scrutin, la Hongrie s'opposa à la déclaration et y opposa son veto. Cela aurait dû empêcher l'adoption de la déclaration.

Ce ne fut pas le cas. Malgré la grande irritation de la Hongrie, cette déclaration fut quand même adoptée. Un représentant de la Finlande lut la déclaration à haute voix au nom des états membres, en omettant manifestement de mentionner la Hongrie par son nom.

Normalement, la nation qui détient la présidence de l'UE, actuellement la Roumanie, aurait dû lire la déclaration. La tâche a été donnée à la Finlande parce que la loi de l'UE requiert que la nation qui occupe la présidence parle au nom de tous les pays de l'UE.

En utilisant cette lacune et quelques excuses pratiques, l'UE a réussi à établir un dangereux précédent pour contourner ses propres lois et ignorer les opinions de ceux qui sont en désaccord. (La Hongrie est souvent en désaccord avec les grandes puissances de l'UE comme la France et l'Allemagne).

Le point en question était une déclaration de la politique commune de l'UE au sujet de la solution à deux États et d'un militant des droits de l'homme emprisonné. Il ne s'agissait pas d'une question majeure avec des ramifications immédiates de politique étrangère ; cependant, la manière dont le veto de la Hongrie a été traité, crée d'importantes ramifications pour la primauté du droit au sein de l'UE.

La Hongrie a été directement blâmée. Puisque la Hongrie s'est opposée à la déclaration à la « toute, toute dernière minute », certains fonctionnaires de l'UE ont qualifié la situation comme « une solution pragmatique temporaire à l'intransigeance hongroise ». D'autres se sont plaint que la Hongrie « n'avait pas donné la raison pour laquelle » elle s'opposait à la déclaration. Certains ont décrit l'ambassadeur de la Hongrie comme « arrogant ».

Mais le fait demeure que l'UE a publiquement ignoré sa propre loi et a imposé sa volonté collective à l'un de ses membres.

Les puissances majeures européennes se préparent à délaissier le lourd système de vote par consensus pour un système qui leur donne plus de pouvoir d'agir avec moins de soutien. Selon un communiqué de presse de la Commission européenne, l'UE pourrait être sur le point d'adopter finalement un vote à la majorité qualifiée, qui est déjà utilisé dans 80%

de toutes les décisions législatives.

Dans l'UE, adopter une loi à la majorité qualifiée signifie que l'une de deux conditions doit être remplie : Soit 16 états membres sur 28 (55%) doivent voter en faveur, ou ceux qui votent en faveur doivent représenter au moins 65% de la population.

Ce n'est pas une coïncidence si les deux nations les plus peuplées de l'UE, la France et l'Allemagne, appuient l'élargissement du système de la majorité qualifiée.

Le mécanisme de la législation de l'UE qui permettrait une transition complète vers le vote à la majorité qualifiée, est appelé la clause passerelle. Le président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker, l'a saluée au cours de son discours sur « l'état de l'Union » l'an dernier, en disant, « Je crois que le temps est venu de recourir à la clause passerelle, qui nous permet de passer au vote à la majorité qualifiée—la clause du 'trésor perdu' du traité de Lisbonne. »

Que signifie ce 'trésor perdu' pour l'avenir de l'Europe ?

M. Juncker déclara dans le passé que l'UE devait améliorer sa capacité de « parler d'une seule voix lorsqu'il est question de notre politique étrangère ». Cela, ne s'est manifestement pas produit dans le cas du rejet du veto de la Hongrie.

« Même si la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE a été renforcée considérablement ces dernières années, il existe encore un certain nombre de situations où l'unanimité a entravé la prise de décisions efficaces qui ont empêché l'UE d'agir rapidement et vigoureusement », a écrit la Commission européenne. La question de la transition de voter plus de décisions à la majorité qualifiée sera discutée au sommet de Sibiu le 9 mai.

Pendant ce temps, il est facile de voir pourquoi les deux nations dirigeantes de l'UE, la France et l'Allemagne, veulent en venir à un vote à la majorité qualifiée. Ensemble, leur population constitue approximativement 29% de la population de l'UE. Ensemble, avec l'Italie et l'Espagne, ce groupe des nations majeures de l'UE comprend 50% de la population de l'UE. Sous le système de la majorité qualifiée, il ne faudrait qu'un ou deux autres pays de plus, pour qu'un groupe relativement restreint de nations puisse influencer fermement les décisions de l'UE en leur faveur.

Et qu'est-ce qui les empêcherait d'ignorer un pays avec lequel ils sont en désaccord, comme la Hongrie ?

Herbert W. Armstrong, le fondateur de la revue *La Pure Vérité*, a [écrit](#) au sujet de l'unification de l'Europe dès les années 1960. Il écrivait :

Si 300 millions d'Européens étaient unis et pouvaient parler d'une seule voix, cela surpasserait n'importe quelle puissance dans le monde aujourd'hui... C'est une chose sur laquelle vous pouvez compter. En fait, cela est si sûr que vous pouvez miser là-dessus : le cri d'une union politique en Europe deviendra plus fort et avant longtemps nous verrons le marché commun se développer en *États-Unis d'Europe*.

Si c'était vrai que dans les années 1960, l'Europe essayait de s'unir et de se renforcer ; c'est encore plus vrai aujourd'hui. Mais comment M. Armstrong connaissait-il depuis si longtemps que l'Europe se dirigerait vers l'unification, et même vers un statut de superpuissance ? Parce qu'il comprenait la prophétie biblique.

Depuis des millénaires, la Bible a prophétisé que l'Europe deviendrait une superpuissance dans le temps de la fin. Dans notre article [Le projet d'unification en cours de l'Europe](#) nous avons écrit :

À la mention de prophétie, beaucoup de gens décrochent immédiatement. Mais avant de le faire, réalisez que toutes ces prévisions qui se sont déjà produites étaient basées sur des prophéties que tant de gens rejetteraient sans considération.

L'Europe aujourd'hui est une preuve vivante et palpitante de la pertinence et de la véracité de la prophétie biblique !

Regardez cette déclaration faite par M. Armstrong en 1962 : « La prophétie montre que 10 rois... apparaîtront en Europe et donneront leur pouvoir à l'Allemagne. » C'est à cause de la prophétie biblique que M. Armstrong savait qu'une union de 10 nations sortirait d'Europe dans ces derniers jours.

Apocalypse 17 décrit en détails saisissants cette septième et dernière résurrection du Saint Empire romain. « Il va y avoir une résurrection de cet ancien Empire romain. Peu de gens y croient parce que les gens sont devenus complètement dépassés de vraiment croire que la Bible affirme ce qu'elle dit », a déclaré M. Armstrong il y a plus de 50 ans. « Vous allez devoir le vivre et le voir, et vous allez devoir savoir que Dieu parlait quand Il a dit que cette chose allait arriver. »

L'Europe sera réduite à ces 10 nations prophétisées, et ce ne fera que la rendre plus unifiée et plus puissante. Ces nations agiront avec l'autorité d'une superpuissance, et apporteront la guerre, la captivité et la mort sur le monde entier. Ceci est prophétisé, et arrivera aussi certainement que l'Europe se lève aujourd'hui. Mais tout aussi certain, est le retour prophétisé de Jésus-Christ. Il mettra une fin à cette violente résurrection du Saint Empire romain, pour toujours. Le retour de Jésus-Christ apportera un nouvel âge de paix éternelle au monde entier.

Pour en lire davantage sur cette superpuissance montante, et comment vous pouvez être protégé de l'horreur qu'elle infligera, lisez notre article [Le projet d'unification en cours de l'Europe](#) et demandez un exemplaire gratuit de notre livre [L'Allemagne et le Saint Empire romain](#). ■



Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de

L'Allemagne et le Saint Empire romain

maintenant en cliquant ici.